

le Journal du Congrès

À LA UNE / JOUR 2

INTERVENTIONS DU LUNDI 21 MARS



**JOSEFA TORRES / Syndicat
CGT SANOFI VITRY**

Bonjour,
Le texte du Congrès sur la paix et le désarmement met en exergue : «Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage !» et rappelle les engagements des organisations ouvrières devant la menace de guerre en 1912, engagements malheureusement bien fragiles.

La sentence de Jaurès se vérifie une fois encore. L'orage, la guerre, touche déjà le Proche Orient, l'Afrique, depuis des années. Cette sentence se vérifie encore une fois, lorsque le monde capitaliste bricole une paix, il ne produit qu'une trêve entre deux guerres. N'oublions pas que depuis 1945 le monde n'a jamais vraiment connu la paix, des guerres de libération nationale à l'éclatement de la Yougoslavie, en passant par tous les conflits de la période récente.



Nous avons tous en tête l'agression de l'Etat Russe et nous avons tous conscience que la guerre aggravant la crise économique et la crise économique aggravant la guerre, rien de bon ne peut en sortir.

Encore une fois, et cette fois-ci à notre porte, des peuples, des travailleurs, sont jetés les uns contre les autres pour les intérêts de leurs oppresseurs.

Ces événements sont gravissimes et une extension de la guerre au delà des frontières de l'Ukraine, voire sa généralisation, est envisageable à plus ou moins long terme.

Macron et le gouvernement préparent les esprits des travailleurs à se rallier à eux et à consentir à de nouveaux sacrifices dans cette perspective.

Nous devons sortir de notre train-train.

Nous ne devons pas attendre, comme en 1914, que suite à l'embrigadement capitaliste des travailleurs partent la fleur au fusil défendre les profits de Total, Sanofi et compagnie.

Nous devons refuser, aussi, de nous faire avoir par une prétendue «défense de la démocratie» ou «du droit des peuples à

...

disposer d'eux-mêmes». Refuser ce système qui tolère et arme des dictatures plus ou moins rétrogrades mais toutes féroces sur tous les continents et qui pillent tous les peuples de la planète ; qui a déjà mis à feu et à sang le Proche Orient et une bonne partie de l'Afrique, et qui s'arme à tout va.

Nous devons armer, moralement, politiquement, nos camarades à ne pas accepter cette barbarie, affirmer qu'ils n'ont rien à gagner dans cette guerre.

Les patrons nous font la guerre sociale et à présent ils nous préparent à aller trouver la peau d'autres travailleurs qui ont les mêmes difficultés de fin de mois et cela qu'ils soient Ukrainiens, Russes, ou de tout autres nationalités.

Notre seul ennemi est le Capital, les capitalistes qui mènent le monde, et la seule guerre que les travailleurs doivent préparer est celle contre nos exploiters.

Ne nous laissons pas embrigader derrière leurs intérêts. Notre devoir de militant est plus que jamais de défendre les principes de base du mouvement ouvrier : Les prolétaires n'ont pas de patrie ! Travailleurs de tous les pays unissons-nous pour combattre et battre définitivement nos exploiters.

BENOÎT ROUSSEL / Syndicat CGT Oxypharm

Nous mènerons campagne au travers de ces agressions, quand l'honneur vient près de nos frontières, c'est une occasion pour nous de rappeler que nos rages contre la guerre ne se limitent pas à un continent.

Agresseurs ou agressés ? Seule notre classe va en baver !

Portons cette colère pour soutenir nos Camarades, Palestiniens, Kurdes, Yéménites etc. Profitons de cette solidarité qui se dit culturelle pour faire exister nos exigences anti-militaristes ! Ne nions pas la désinformation, l'implantation du complotisme pour détourner le regard légitime des peuples opprimés.

A notre niveau, nous soutenons avec la CGT Oxypharm notre plus belle valeur et le débat qui y est lié.

La paix est un combat, la guerre est une défaite !

PATRICK BIONDI / Syndicat CGT TOTAL COUPOLE SIEGE

Sur le 31 mars, je pense que cette journée qui vient n'est qu'une étape dans un processus de lutte contre le capitalisme qui est comme à l'origine aussi sauvage mais dans une démarche de reconquête d'une CGT de lutte, de classe, de masse, une CGT de combat.

En effet, ayant adhéré en 1983 j'ai vu la lente évolution de la CGT vers un syndicalisme de débat, de négociation de salaire, institutionnel. Ce n'est pas la CGT dont le monde du travail, les chômeurs, les retraités, les jeunes ont besoin, loin de là.

Le capitalisme est sauvage et il faut une CGT de combat qui se démarque des 7 autres confédérations syndicales réformistes.

Le 31 mars est donc une première marche et nous devons nous mettre en ordre de marche.

GUILLAUME LAFONT/ Syndicat CGT L'OREAL CLICHY

Comment fédérer la lutte dans l'entreprise ? C'est un sujet complexe pour partager avec les salariés. Se retrouver face à un chef de projet qui la plupart du temps ne connaît pas le domaine de compétences et d'activités, alors je demande aux Camarades les recettes qui nous permettent d'améliorer les salaires.

ADRIEN POIRIEUX/ Syndicat CGT TREDI SALAISE

Les Camarades, je vous informe que je viens d'apprendre à l'instant, et malgré les difficultés, que nous avons réussi à organiser le piquet de grève devant la plateforme chimique de Roussillon le 31 mars prochain.

J'invite tous les Camarades des champs professionnels qui appellent ce jour là, à nous rejoindre massivement.
Merci.

PASCAL TAILLEUX/ Syndicat CGT BOREALIS CHIMIE

Je bosse dans une boîte qui était Total avant, on peut souligner que Total a la même position avec la Russie que le patronat Français en 1940 qui disait plutôt Hitler que le front populaire.

Je suis énervé de voir le silence de la CGT dans cette période alors que pour la guerre en Irak nous étions 1 million de manifestants à Paris. Je rappelle que la première revendication de la CGT est la paix. En période de guerre il n'y a pas de revendication si on ne se bouge pas le capitalisme nous tuera tous, c'est pour tout cela qu'il faut se saisir de la journée du 31 mars comme 1^{ère} marche pour changer la société.

PASCAL COLLEMINI/ Syndicat CGT SANOFI

Sanofi :

- Entreprise du CAC40,
- 35 milliards de CA,
- 7 milliards de bénéfices chaque année,
- Et 50 % reversés sous forme de dividendes aux actionnaires.

Malgré ces résultats, SANOFI licencie 30 000 salariés en France, 20 000 maintenant en RXD,

6 400 salariés, 300 maintenant 8 sites RXD fermés en 12 ans.

C'est un véritable démantèlement d'une industrie indispensable.

La FNIC, la CGT revendique un rôle public de santé pour stopper cette saloperie de marchandisation de la santé (l'hôpital en fait partie).

Des aides publiques sont aussi données à SANOFI. 1 milliard en 10 ans (CIR, CICE), et Sanofi licencie, et ne trouve pas de vaccin contre la COVID.

SANOFI détruit tout. La CGT seule combat, car les autres Organisations Syndicales piquent les plans. Ils sont d'ailleurs remerciés par le patron du groupe pour accompagner leur politique de destruction d'emplois.

La production industrielle est aussi troublée, c'est un véritable carnage.

Les salariés se sentent tout petits face à ce mastodonte du CAC40.

Mais la CGT continuera le combat. Car nous n'avons pas le choix pour changer de modèle de société.

JOAQUIM MENDES/ Syndicat CGT TRELLEBORG

Les salariés nous prennent pour des assistantes sociales, veulent un syndicalisme de service. Ils attendent de toucher le fond pour se mettre en marche dans le combat contre le Capitalisme. La CGT doit être plus organisée pour lancer des mouvements de grève. La grève de jeudi dernier nous a été communiquée le lundi. Cela ne nous laisse pas le temps d'organiser la lutte de classe et de masse à Trelleborg, les patrons ont organisés « une journée pull/bonnet de Noël » avec carte cadeaux en pompon le jour de grève fédéral du 17 décembre. Ils ne reculent devant rien pour nuire à notre action. L'information du personnel est une pierre angulaire de notre action. En 2020, suite à l'expertise politique sociale demandée par la CGT, nous avons fait un affichage expliquant qu'une dizaine de cadres avait en plus de 500 euros d'augmentation l'année précédente un gel des salaires. Nous avons affiché le vendredi, le lundi matin, en préambule de la réunion CSE, la direction a annoncé une prime « Macron » de 500 euros. Nous sommes perplexes entre le sentiment de victoire des salariés pour cette prime et le dégoût que l'entreprise avec quelques euros, à couper toute velléité de demande d'augmenter les salaires.

TIMOTHEE ESPRIT/ Syndicat CGT TORAY LACQ

Sur la guerre : quel rôle joue la classe ouvrière dans une guerre ?

La grève.

Nous devons œuvrer à la défaite révolutionnaire de la France comme l'ouvrier Russe doit la faire pour le sien et idem pour l'ouvrier USA. Sur l'Irak, c'est quand la France s'est opposée !!!

Situation en France : le programme ! En effet

sans programme général pour la classe on laisse naturellement se développer le corporatisme et qui arriveraient à faire perdurer.

Y arriver dans la boîte.

L'émiettement des luttes : il est difficile dans la pratique d'éviter cette situation.

On ne pourra s'empêcher que des salariés d'une entreprise ou d'une corporation spécifique se mobilisent en fonction des attaques qui leur sont faites. Or, comme les attaques de la bourgeoisie ne se font pas spécialement de manières coordonnées et globales pour tous les travailleurs il est inévitable une forme d'émiettement.

JOSE ARRIETA/ Syndicat CGT TRELLEBORG

Comme déjà dit tout à l'heure, depuis 1945, il n'y a pas eu de paix dans le monde. Le développement des uns s'est construit sur l'exploitation des autres. C'est la définition même du capitalisme, c'est dans son ADN.

Aujourd'hui, notre regard est attiré par les médias des milliardaires sur la situation de l'Ukraine mais, comme évoqué en introduction de ce Congrès, il n'y a pas de bonne guerre même si on ne s'est jamais préoccupé de ce qui se passe en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient.

Aujourd'hui, on nous alarme car le bruit des canons se rapproche.

Aujourd'hui, on parle de réfugiés, hier, pour les africains, on parlait de migrants. Toute l'attention des médias est portée sur les méchants Russes qui bombardent les gentils Ukrainiens. Heureusement, à la CGT, nous condamnons toutes les guerres et nous soutenons toutes les victimes. Cette guerre est une guerre des capitalistes Russes contre les capitalistes occidentaux, nous l'avons déjà dit, surtout pas une guerre des peuples.

Néanmoins, la guerre ne doit pas nous faire oublier nos luttes du quotidien qui sont justes. Déjà, à travers le monde, ce sont les salariés qui commencent à payer l'addition.

Evidemment, une entreprise comme Michelin en profite aussi pour faire reluire son image de bon père de famille en affirmant qu'elle donne aux associations, qu'elle continue de payer les salariés Russes qui n'ont plus de travail, etc.

Evidemment, sa charité n'a pas de limite, sa philanthropie est sans borne. Mais cela cache surtout l'intérêt que cette entreprise porte à son image et au bénéfice qu'elle compte en tirer quand tout cela sera fini. Rien n'est fait gratuitement chez Michelin et ses amis, cela se saurait. Et la charité bien ordonnée ne vaudra jamais la solidarité bien organisée.

C'est pour cela qu'il faut nous organiser, dans nos syndicats, pour ne pas lâcher la lutte.

Les salariés n'ont pas à payer les conséquences d'une guerre qu'ils n'ont jamais demandée, et qui ne fera qu'empirer leur situation, tant sur le plan matériel que sur le plan du droit : comme après

les attentats de Paris, cette guerre risque aussi de devenir une bonne occasion de restreindre les libertés. Aujourd'hui, Michelin vole des jours de repos aux salariés occidentaux pour payer ses fermetures d'usines. Que leur prendra-t-il demain si la situation se poursuit ? Si elle s'aggrave ? C'est pourquoi, chez Michelin, la CGT a revendiqué un plan de soutien aux salariés, tant en matière de conditions de travail qu'en termes de salaire, nous demandons la réouverture des NAO qu'aucun syndicat n'a signé, ainsi qu'une indemnisation des salariés durement touchés par les augmentations du prix de l'énergie, des produits de première nécessité.

Oui, il est encore plus difficile de mobiliser dans les conditions actuelles de la guerre, mais si nous, la CGT, ne le faisons pas, qui d'autre le fera ?

Jaurès disait qu'on ne résout pas une guerre par une autre guerre, l'histoire, de tout temps, a démontré qu'il avait raison. Vive la paix, soyons celles et ceux qui oeuvrent pour la paix partout dans le monde.

Maudite soit la guerre et maudits soient ceux qui nous la font faire.

RONALDO RAUCH/ Syndicat CGT SANOFI

Comment avoir un vrai syndicat CGT ? Car à l'heure actuelle des élus, des syndiqués, et les salariés ne veulent pas se battre.

Pour moi, à l'heure actuelle dans mon syndicat, on n'est pas la CGT, nous sommes un syndicat de réformmards. Nous en sommes encore à discuter en 2022 des valeurs de la CGT, ce qui est inadmissible à mes yeux.

Comment faire comprendre aux élus syndiqués, salariés qu'il n'y a pas que par la lutte que l'on peut y arriver ?

GERMINAL LANCELIN/ Syndicat CGT EXXONMOBIL

La première des revendications c'est la paix, face à cette guerre en Ukraine, on constate beaucoup d'appauvrissement par exemple des USA qui en profite pour placer ses gaz de schiste, la France va en profiter pour délocaliser sa pollution, c'est sa spécialité, on verra si ça profite à nos Camarades Vénézuéliens ou Cubains, mais ça m'étonnerait. Malheureusement, aujourd'hui sur ces thèmes nous sommes inaudibles dans nos boîtes, enfin celles où je gratte, heureusement on n'entend pas non plus parler des thèses immondes de l'extrême droite.

Ce qu'on entend, ce sont des préoccupations sur le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions. Alors oui, on essaye de convaincre, de faire que nos syndiqués s'engagent dans le militantisme mais ce n'est pas simple, on y est toutes et tous confronté et c'est sans compter sur la

professionnalisation du syndicalisme contre laquelle on est les seuls à résister, même si les patrons mondains nous voient derrière les assistants des RH, des hauts « collaborateurs », et bien qu'ils aillent au diable.

Alors face à ça, on occupe le terrain, on tract, on va voir les travailleurs et on ne lâche rien !!!

Vive la CGT.

JOSEPHA TORRES/ Syndicat CGT SANOFI CPV

Les difficultés à militer et à syndiquer est notre quotidien à tous. Toutefois, il est essentiel, pour que nos Camarades de travail prennent confiance et cesse de tout attendre que l'on fasse à leur place. Il nous faut, nous militants, leur redonner confiance. L'essentiel est d'être au plus près du terrain et des Camarades de travail.

Bien sûr que ce n'est pas simple, mais certaines luttes redressent nos collègues et redonnent confiance.

Alors, il nous faut continuer dans cette voie.

HUGUES GILLARD/ Syndicat CGT COSMEVA

On n'est pas partenaire social, et on ne doit pas signer d'accord.

Bravo le topo de Manu, mais pas que pour la paix, mais aussi, pour la guerre des opprimés contre les salopards qui détruisent le monde.

L'Ukraine c'est peut être notre avenir.

Cela ne peut qu'être si on ne supprime pas le capitalisme.

Faire comme les dockers pendant la guerre d'Indochine, mais plus fort.

Les seuls, qui ont réussi à arrêter une guerre, la 1^{ère} Guerre mondiale : les ouvriers Russes et les soldats Russes et Allemands.

MURIELLE MORAND/ Syndicat CGT BIOMERIEUX

La grève c'est possible. Or, on en a fait une pendant un mois, grâce à un travail militant jour après jour, dans les ateliers, on est présent, on a rétabli la confiance auprès des salariés, qui nous ont suivis après l'annonce des NAO où le patronat qui avait gagné 601 millions de bénéfices net et nous donne 2 % d'augmentation de salaire, soit 38 euros brut par mois pour un ouvrier qui gagne 1 400 euros net/mois. Nous avons une revendication sur le salaire, nous avons perdu, mais nous avons repris la tête haute et grâce au rapport de force que nous avons créé le patronat ne nous regarde plus de la même façon.

JEROME BOIDRON/ Syndicat CGT MCCP FRANCE

Histoire d'un gamin de campagne qui ne sait pas quoi faire de sa peau et qui s'engage dans l'armée pour l'aventure qu'on lui vend. Et puis vient le

moment du combat en Afrique, ex-Yougoslavie, Proche-Orient. Et puis on perd des copains et on se dit qu'on n'est pas venu pour ça, que c'est pas ça la vie. Et on pose des questions qui dérangent. Et on se dit qu'il faut aller voir les populations, on se rend compte qu'ils sont comme nous qu'ils veulent la même chose. Et ça dérange. Et puis on se dit que ça suffit. Et on part. Quelque temps après, on s'engage dans un vrai combat avec la CGT.

Et je vous alerte sur notre jeunesse qu'on envoie au combat en ventant l'aventure, un vrai métier. Il faut, nous la CGT, aller vers cette jeunesse pour leur ouvrir les yeux et ce sont eux qui sauveraient la paix.

**KADER RIRI/ Syndicat CGT
TRIMET**

Fier de voir les travailleurs de la CGT.
C'est à dire la lutte et merci aux anciens.

**SERGE ALLEGRE/ Syndicat CGT
MICHELIN**

Effectivement l'idéologie du patronat n'a pas changé. Quand le camarade Pascal dit : « mieux vaut Hitler que le Front populaire » ou comme Michelin être le serviteur et le financeur de la Cagoule, organisation fasciste. Donc le patronat revancharde des conquies sociaux du 20^{ème} siècle veut tout nous reprendre et nous faire crever. Je voudrais revenir sur le rapport de Manu qui fait état de la position de la CES avec, je vous le rappelle Berger de la CFDT à sa tête et à laquelle la CGT est adhérente. Position qui porte les sanctions contre le peuple Russe comme le demande tous les impérialistes. Comment peut-on être adhérent à la CES qui ne fait qu'être le porte-parole du patronat et des bourgeois ?

Je reviens sur le travail énorme de la FD, de votre fédération car c'est vous les syndicats qui faites la FNIC ce qu'elle est aujourd'hui. Notre fédération depuis des années s'occupe à faire converger les luttes, recherche l'unité de la CGT dans la CGT au lieu de faire l'unité du syndicalisme rassemblé aux revendications au moins disant social.

C'est un travail de tous les jours que nous faisons à la FNIC pour preuve l'appel du 31 mars 2022 avec 6 fédérations et 7 Unions Départementales, ce qui ces 10-15 dernières années, ne s'est jamais vu. Alors le 31 mars soit dans toutes nos régions pour les 113 Syndicats ici présents à notre 42^{ème} Congrès, être pris en compte comme l'a annoncé notre camarade Adrien, de Tredi. Dès qu'il a eu connaissance de la finalité de l'appel signé par toutes les professions et Unions Départementales évoquées dans le rapport de Manu.

Adrien l'a dit dans son intervention qu'il a pris contact avec l'Union Locale et ont arrêté cette date avec appel à la grève avec un point de

rassemblement. Oui Adrien, tu as raison et nous devons tous faire la même chose, en s'engageant fortement dans le 31 mars.

Je terminerais mon intervention sur le drame des partenaires sociaux qui est une aberration et une insulte à notre syndicalisme.

Lors de notre dernier CEF, j'ai lu une déclaration concernant l'hommage que nous avons fait à notre camarade Bruno Walle pour la branche du caoutchouc qui a mis fin à ses jours, victime de la violence du Capital. Comment peut-on parler de partenaire ? Quel partenaire fait ça ? Quel partenaire tue ?

Nous avons refusé que le patronat du caoutchouc se joigne à nous pour cet hommage car il ne le mérite pas.

Donc que ce soit clair : nous ne sommes, et ne serons jamais, leur partenaire.





**Vive la FNIC-CGT,
Vive la lutte des classes !**



THÈME N° 1 / INTRODUCTION

T
H
È
M
E
N
O
1

Notre rôle au niveau international



Chers Camarades,

Tout d'abord je tiens à saluer la présence de toutes les délégations étrangères qui nous font l'honneur de participer aux travaux de notre 42^{ème}

Congrès extraordinaire, ici dans

cette salle ou à distance. Elles ont, pour certaines d'entre elles, parcouru de très longues distances et subi de nombreuses heures de vols pour nous faire partager leurs expériences respectives de luttes. J'en profite pour rendre un hommage particulier aux délégations de pays où la situation politique et sociale est dramatique. A commencer par nos Camarades Palestiniens, représentés ici par la Camarade Suzan ZAIDAN, qui continuent à subir les mesures racistes, les privations de libertés du régime d'apartheid Israélien. Je rends également hommage aux Camarades Cubains, qui sont avec nous à distance, et qui continuent depuis plusieurs dizaines d'années à affronter les difficultés imposées par l'embargo ignoble des États-Unis, et arrivent malgré tout à faire vivre l'idéal de la révolution socialiste.

Je vous demande de saluer chaleureusement toutes les délégations qui assistent, à distance à nos débats de ce jour. Je veux parler des Camarades Argentins de la FETERA, la

Fédération des travailleurs de l'énergie, de notre Camarade indien, Prasanta Nandi CHOWDURI, président de l'Union Internationale des Syndicats Chimie Energie, la Fédération affiliée à la FSM qui s'occupe de nos champs professionnels à l'international, du Camarade Elmer LABOG, du syndicat Philippin KMU, du Camarade Philippe BELAIR, secrétaire général de la Fédération de la santé de Guadeloupe, des Camarades de la Fetramip, Fédération des travailleurs des mines et du pétrole du Congo et enfin notre Camarade Castro ABDALLAL qui représente la FENASOL Libanaise. Et ici avec nous dans cette salle, saluons chaleureusement notre Camarade Belge Andrea Della Vecchia de la FGTB, notre Camarade Grecque Maria MANOUSAKI qui représente le PAME et la Fédération des travailleurs de l'industrie pharmaceutique, notre Camarade Marocaine Sanaa BOUCHABY responsable du département des femmes de l'OASMECA, l'organisation africaine des syndicats des mines métaux énergie et chimie, nos Camarades Nora BENYAHIA, Houda Ben Darouach et Moulay Driss El Boukili, qui représentent les Commissions Ouvrières Marocaines, notre Camarade Heren MURUAG qui représente le syndicat LAB du Pays Basque, notre Camarade Aliou NDIAYE représentant l'UTS Union des Travailleurs Sénégalais, nos Camarades de la FIEQUIMETAL du Portugal, Mario MATOS et Justino PEREIRA, nos Camarades Italiens de l'USB, Pierpaolo LEONARDI et Cinzia DELLA PORTA et enfin pour représenter la FSM, sont présents aujourd'hui les Camarades Anda ANASTASAKI et Georges MAVRIKOS secrétaire général de la FSM...

Encore une fois bienvenue et merci à tous pour votre participation à notre Congrès.

Mes chers Camarades, nous vivons encore et toujours dans un monde Capitaliste en crise, où les dirigeants politiques au service des dirigeants économiques utilisent toutes les occasions pour contraindre les peuples et tenter de maintenir

en place leur système, qui est en permanence au bord du gouffre. Nous l'avons encore vécu avec la crise sanitaire du COVID 19. La surexploitation de cette crise pour camoufler la crise financière, transférer massivement de l'argent public vers les actionnaires privés, réduire toujours plus les libertés collectives et individuelles est un exemple flagrant des manipulations dont sont capables les Capitalistes.

Nous le vivons encore aujourd'hui, avec le nouveau conflit qui vient d'être déclenché en Ukraine par un Vladimir Poutine lui-même milliardaire et aux ordres des Capitalistes de son pays entre autre.

Ce nouveau conflit ignoble qui vient après tant d'autres. Après celui de Yougoslavie, celui d'Afghanistan, celui d'Irak, celui de Syrie, celui de Lybie. Après tous les conflits provoqués en Afrique pour l'accaparement des richesses de ce continent (plus d'une trentaine depuis 20 ans), est un énième moyen pour les Capitalistes de tenter de rebondir au cœur d'une crise qu'ils ont eux-mêmes provoqué. Car dans cette guerre, comme dans toutes les guerres, les peuples vont souffrir, vont mourir mais les Capitalistes vont eux s'enrichir, pendant la guerre et après la guerre. Pendant la guerre, les marchands d'armes, les compagnies pétrolières vont engranger des profits colossaux et après la guerre les nécessaires reconstructions vont engraisser les marchands de béton, d'acier ou d'infrastructures diverses.

Les conséquences pour les peuples à l'échelle planétaire, sont d'ores et déjà catastrophiques. On peut bien sur évoquer les effets de la spéculation sur l'énergie et les matières premières.

Elle appauvrit les travailleurs déjà largement fragilisés par l'austérité salariale et l'inflation galopante d'avant conflit. Les mêmes qui ont profité de la pandémie pour s'enrichir vont profiter de ce nouveau conflit pour gonfler encore plus leurs fortunes.

Mais il faut également évoquer les conséquences pour des millions d'individus qui vivent à des milliers de kilomètres de l'Europe et pour qui cette spéculation, le blocage des stocks de céréales Russes et l'arrêt de l'agriculture Ukrainienne, risquent d'entraîner la famine et la mort. La guerre est là certes, dans de nombreuses

régions du monde. Mais dans le même temps, Le développement des luttes sociales et des résistances populaires à l'échelle mondiale sont indéniables. Le rapport de forces n'est jamais figé une fois pour toute, comme l'a démontré encore récemment le peuple Chilien. Comme l'ont démontré les paysans indiens qui se sont soulevés contre les décisions antisociales du fasciste MODI. Cette mise en mouvement du monde du travail donne du sens à l'action collective en faveur de la justice sociale, de la coopération et de la paix.

Cette situation nouvelle, fait apparaître parfois, selon les pays, des objectifs et des approches différentes. Il nous faut les prendre en compte pour rassembler et unir à l'échelle nationale comme internationale. Ils ne sont pas des obstacles, ils se complètent. Ce qui importe c'est le contenu des objectifs et la détermination pour les faire aboutir. La solidarité internationale en est un des moyens.



Ces changements positifs contribuent à revaloriser le sens et le contenu du syndicalisme en rompant avec la démarche bureaucratique et institutionnelle de « partenariat social » préconisée par certains. Celle-ci est dans une impasse et n'est donc pas une option. Ce sont les syndicats et les militants de lutte de classes qui sont très souvent les initiateurs et les animateurs de l'action.

Ils sont incontournables dans toute démarche de changement politique. Ils contribuent, par leurs approches et leurs actions concrètes, à donner une dimension internationale au combat de classe.

Il faut donc persévérer et élargir le front de ceux qui s'opposent radicalement aux causes mêmes d'un système qui oppresse toujours plus et dont les visées impérialistes sont toujours plus présentes.

Pour autant, le syndicalisme doit aussi permettre de construire une alternative pour des débouchés politiques qui soient de véritables ruptures avec l'ordre et le programme néolibéral mis en œuvre en France, en Europe et internationalement. Indépendamment des formes qui sont les siennes, partout sa logique est la même ! Elle est celle d'une marchandisation mondiale et sans fin de toutes les activités humaines. **Aujourd'hui, et comme jamais auparavant, la folie destructrice et criminelle du Capitalisme, son exploitation forcenée et criminelle de milliards d'individus, le pillage des ressources naturelles, comme la destruction de l'environnement auxquelles il se livre, les guerres qu'il suscite, menacent l'avenir de la planète et le devenir de l'humanité.** C'est là un enjeu considérable dont il faut prendre toute la mesure. Ce risque réel appelle une action syndicale forte, de masse, de classe et unitaire, inséparable de la lutte pour les revendications du quotidien, comme de celle pour la transformation de la société.

Nombreux sont ceux qui refusent les idées de fatalité et souhaitent des actions collectives de grande ampleur sur la durée. Celles-ci sont les seules permettant de nouer des liens concrets entre exploités de tous les pays. Les déclarations d'intentions, les engagements sans lendemains ne suffisent plus. Cette exigence d'actions claires et déterminées, il nous faut la faire grandir partout en se dotant des moyens qui permettent d'agir en toute indépendance au niveau sociétal et professionnel, en Europe et internationalement. Cela devient une tâche et une responsabilité prioritaire.

Il faut contribuer à l'organisation internationale qui permet l'unité et l'action des exploités au Nord comme au Sud.

Il est dorénavant possible de progresser efficacement dans cette voie, d'anticiper et d'articuler les luttes à l'échelle des entreprises et des groupes mondialisés comme de manière interprofessionnelle, dans les différentes régions

du monde et de façon globale. Il faut s'opposer à la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle de la planète, au nivellement social par le bas comme le permettent les délocalisations ou les traités de libre échange comme le CETA, ou ceux mis en place avec le MERCOSUR et d'autres régions du monde. A l'inverse de ces traités entre Capitalistes n'ayant comme objectif que l'accumulation du Capital dans les poches d'un petit nombre, la FNIC-CGT milite pour la mise en place d'un « bouclier anti dumping social contraignant » à l'égard des groupes transnationaux. Dans nos branches respectives, chimie, pétrole, industrie pharmaceutique, caoutchouc, plasturgie, cet objectif peut permettre de passer à l'offensive. C'est ce que préconise la FNIC-CGT. En le démontrant avec ce Congrès et son importante participation internationale, nous pouvons et devons progresser dans cette voie en élargissant nos relations bilatérales sans exclusive ni ostracisme. Cela est aussi possible parce que notre démarche est cohérente avec notre affiliation à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) dont l'influence ne cesse de progresser. Elle est devenue un acteur incontournable de la vie syndicale internationale. C'est cette conception que nous voulons faire avancer en Europe et partout dans le monde, où nous souhaitons établir des coopérations de luttes solidaires.

Le projet économique et politique néolibéral, les gouvernements, les partis et les syndicats qui dépendent, idéologiquement et financièrement, du Capital, sont confrontés à une crise qui met en cause la crédibilité d'un système incapable de répondre aux besoins des peuples car sa finalité est de servir les intérêts d'une minorité oligarchique. Cette contradiction entre le Capital et le travail a atteint mondialement son paroxysme. Car si la crise est celle que vivent les travailleurs et les peuples, les classes dirigeantes et ceux à leur service, se portent plutôt bien ! Les profits explosent, c'est ce qu'illustre la frénésie financière des marchés. Le cas des banques Américaines à l'origine de la crise des « subprimes » de 2008 est significatif. Elles ont survécu grâce au renflouement par l'état US à leur service ! Aujourd'hui, elles écrasent tout sur leur passage. La plus grosse d'entre elles, J.P Morgan, a annoncé en 2019 un bénéfice de 36,4 milliards de dollars en hausse de 12 %. JP Morgan vaut 435 milliards de

dollars. Le fond de pension Black Rock pèse deux fois et demi le PIB de la France soit 6 515 milliards de dollars d'actifs. Les exemples pourraient être multipliés. Ainsi le nombre de milliardaires dans le monde est évalué en 2021 à 2 755, 5 ans auparavant ils étaient 740 de moins. Leur fortune est passée officiellement de 4 400 à presque 13 000 milliards de dollars (x3 en 5 ans).

En pleine pandémie, alors que les Etats ont débloqués des milliards pour soutenir l'économie, les 500 personnes les plus riches ont vu leur fortune progresser de plus de 1 000 milliards. Depuis le début de cette pandémie, c'est un milliardaire de plus toutes les 26 heures alors que l'on compte plus de 160 millions de pauvres supplémentaires. Les 10 % les plus riches accaparent dorénavant 55 % des revenus. Pour ceux-là évidemment le capitalisme se porte bien et ne peut être qu'un horizon indépassable !



Cette crise qui frappe de plein fouet des milliards d'individus est tout à la fois sociale, économique, politique, institutionnelle, environnementale, alimentaire, énergétique, démocratique. Elle atteint une violence qui suscite des contradictions de plus en plus vives entre d'une part le Capital. D'autre part, les peuples, les travailleurs et leurs familles contraints à la misère. C'est le cas dans les pays en développement ou émergents, mais c'est aussi le cas dans les pays dits développés. 50 millions ne disposent d'aucune protection sociale aux USA, 10 millions de gens vivent sous le seuil de pauvreté en France, 15 millions en Allemagne dont plus de 3 millions des plus de 65 ans, conséquence de l'application de la retraite à points.

Dans ces conditions, le mécontentement s'exprime, la combativité grandit, une volonté de rompre avec un système d'exploitation oppressant et anti-démocratique s'affirme, cause d'une pauvreté de masse, d'une précarité accrue et d'inégalités croissantes, d'instabilité, de chaos que provoquent les tensions, les guerres et les confrontations. C'est ce que l'on a vu ces derniers mois au Chili, au Brésil, en Équateur, en Bolivie, au Liban, en Palestine où l'impérialisme veut mettre au pas les peuples par une répression féroce. Dans les pays occidentaux on assiste, comme en Europe, à la montée du racisme, de l'extrémisme, de l'intolérance à l'égard des immigrés et des réfugiés. Cette tendance s'aggrave dangereusement et appelle une opposition résolue d'autant que l'idéologie dominante diffusée massivement et uniformément par les médias internationaux a fait reculer l'esprit critique. On ne saurait s'accommoder de cette situation quand l'objectif est toujours et encore de diviser. L'actualité nous montre qu'à travers des formes extrêmes on cherche à encadrer la pensée. Les méthodes utilisées qui furent celles du nazisme, sont aujourd'hui celles des théories managériales qui provoquent les suicides, conséquence de l'intensité au travail, ou la répression de masse. La cause en est toujours la nuisance du capitalisme dans la forme violente qui est la sienne, ultime moyen pour maintenir un système inhumain.

Autre sujet d'inquiétude pour les travailleurs de par ses prolongements pour l'emploi : la guerre commerciale mondiale entre les USA et la Chine a dorénavant ses prolongements en Europe, où la reprise post-pandémie provoque une inflation galopante qui met à mal le reste à vivre des travailleurs. À cela il faut ajouter la spéculation sur l'énergie les denrées de premières nécessité et les matières premières déclenchées par les capitalistes sous prétexte de guerre en Ukraine.

Il en va de même de la pratique systématique des sanctions coercitives que l'impérialisme impose à Cuba, au Venezuela, à l'Iran et à bien d'autres pays y compris en Europe que Washington considère comme une vassale. Dans tous les scénarios aujourd'hui sur la table, la perspective de nouvelles tensions et conflits sont à l'ordre du jour. La guerre en Ukraine en est une illustration flagrante.

Cela a pour conséquence la mise en cause du multilatéralisme qui est à la base de toutes les relations internationales. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'instrumentalisation de l'Organisation Nations Unies et son asservissement aux stratégies Nord-Américaines. Le syndicalisme ne saurait rester indifférent devant ce détournement du système international au bénéfice de l'impérialisme. Il doit agir pour un nouvel ordre économique international, ainsi que pour le démantèlement des alliances militaires globales comme l'OTAN. Il doit permettre, par le dialogue et le respect l'unité des travailleurs, par la solidarité de classe et un programme répondant aux besoins essentiels de ceux-ci, le désarmement et le développement social et économique. Et avant tout, encore plus aujourd'hui qu'hier, il doit se battre pour la paix entre les peuples, pour l'interdiction des ventes d'armes, pour le démantèlement des arsenaux nucléaires. Car si la guerre est l'arme ultime du capitalisme pour maintenir en place son système, elle fait disparaître à coup sûr toute notion de revendication de progrès social et de vie digne pour l'ensemble des peuples.

Le capitalisme est un totalitarisme destructeur et prédateur. Pour lui, il n'y a pas d'autre alternative que la fuite en avant dans l'intégration et la disparition des Etats, l'abandon des principes de souveraineté nationale et populaire, l'uniformisation culturelle, la régression sociale pour permettre le soutien et l'encouragement à la dictature des marchés financiers et préserver ainsi l'accroissement des profits. L'action de nombreuses fondations, lobbies, ONG participe à la promotion des thèses néolibérales. Nous sommes donc face à une volonté de recul de civilisation. Par conséquent aucun accommodement n'est possible avec celui-ci. Il faut rompre avec ce système condamné !

Mais pour gagner cette bataille, le mouvement syndical devrait être en capacité de développer des résistances avec des objectifs élevés pour le pouvoir d'achat, l'emploi, la protection sociale, des services publics de qualité, des retraites permettant de vivre dignement, le respect et l'extension des libertés, la paix, la souveraineté, l'indépendance, le développement et la coopération internationale.

Le syndicalisme devrait anticiper, contribuer aux convergences nationales et professionnelles, comme aux actions d'ensemble du monde du travail en Europe et internationalement.



Il existe deux Organisations Syndicales internationales dans le monde : la CSI et la FSM.

Le syndicalisme de lutte de classes dispose d'un point d'appui solide et important à travers l'existence et la force organisée de la FSM.

Celle-ci est devenue incontournable et ses résultats sont très encourageants malgré les conséquences liées au changement du rapport des forces internationales par l'effondrement d'une partie du camp socialiste et de gouvernements progressistes de plusieurs pays du tiers monde. Depuis quelques années, des structures syndicales professionnelles et interprofessionnelles, des confédérations ont fait le choix de multiplier les échanges avec la FSM. Il est donc possible partout de faire reculer les idées reçues, les caricatures et l'ostracisme vis-à-vis de celle-ci.

Pour prétendre représenter une alternative aux forces du syndicalisme de collaboration de classes dans le monde, le syndicalisme anticapitaliste et anti-impérialiste doivent impérativement gagner des positions influentes chez les travailleurs au cœur des pays développés. Il est impératif que cela devienne le cas dans les pays Européens. Ceci doit devenir une ambition pour la FSM. Elle doit donc prendre des initiatives à la mesure de cet enjeu et de ce défi, pour répondre aux nécessités de la lutte de classes et aux besoins des travailleuses et des travailleurs de mener efficacement leur combat solidaire et émancipateur.

Cette présence qu'il faut élargir suppose d'impliquer plus les adhérents de la FSM. Cela doit devenir un choix stratégique. Il faut chercher à faire systématiquement la clarté sur les décisions et orientations du libéralisme mondialisé autant que sur une critique radicale des compromissions de toutes sortes. Il faut que la FSM contribue à ouvrir une perspective face à l'impasse syndicale dans laquelle la CES et la CSI entraîne le monde du travail en Europe et dans le monde. Cette bataille des idées doit se mener en se donnant des moyens matériels et humains.

Pour la FSM, cela exige la mise en place de structures nouvelles au plus près des syndicats

et des entreprises là où se jouent les enjeux de classes. Il s'agit pour elles, de faire la démonstration de ses capacités d'initiatives militantes en proposant des actions coordonnées et articulées depuis tous les lieux de travail par structures professionnelles, interprofessionnelles au niveau européen et mondial. Cela exige un cadre souple et flexible avec des prérogatives propres, inscrivant chaque action dans le cadre des orientations des Congrès de la FSM, pour mieux les mettre en œuvre. Les travailleuses et les travailleurs ont besoin d'une organisation qui contribue efficacement à leurs luttes pour leurs revendications immédiates comme pour un changement de société. Comme c'est le cas pour la FNIC-CGT en France, la FSM doit jouer ce rôle à travers le monde.

Personne ne saurait prétendre être seul en mesure de répondre aux défis et enjeux internationaux. Il faut donc faire converger les actions, elles existent mais sont trop souvent ignorées. Il faut donc avoir l'ambition de rassembler les secteurs en luttes dans un esprit disponible, savoir se saisir des opportunités. Le dialogue doit être engagé avec tous, indépendamment des affiliations internationales et sans exclusive, mais toujours avec l'objectif de contribuer aux luttes de classes à l'échelle mondiale. On ne saurait se satisfaire des engagements formels et superficiels, tout doit contribuer à faire grandir le rapport des forces au service des peuples, des travailleuses et des travailleurs. ■

**Vive la FSM,
Vive La FNIC CGT,
Vive la lutte des
classes !**